

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021





# SOMMAIRE

---

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
----------------------------------	---

AVANT-PROPOS	5
--------------	---

INTRODUCTION	6
--------------	---

Projets de stimulation et d'accompagnement des alternatives de développement au service du bien commun.....	7
---	---



I- Projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun.....7.



II- Projet d'Appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du Bassin du Lac Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram dans la région.....11.



III- Support project for the repositioning of sovereignty food in a dynamics of territorial development, for sufficient, healthy and sustainable food for the populations in Cameroon.....18.

Renforcement du partenariat stratégique	22
---	----

Associative life	23
------------------	----

Ressources du Bureau National	24
-------------------------------	----

CONCLUSION ET PERSPECTIVES	25
----------------------------	----



<b>AGR</b>	: Activité Génératrice de Revenu
<b>BN</b>	: Bureau National
<b>CDC</b>	: Comité de Développement Cantonaux
<b>CEP</b>	: Certificat d'Etudes Primaires
<b>CNI</b>	: Carte Nationale d'Identité
<b>COLAT</b>	: Coalition des Organisations pour la Lutte contre l'Accaparement des Terres
<b>DRCQ</b>	: Direction de la Réglementation et de la Certification du Contrôle de Qualité
<b>FADER</b>	: Forum des Acteurs de Développement Rural
<b>GEF</b>	: Global Environment Facility
<b>GEVEC</b>	: Groupements Villageois d'Epargne et de Crédit
<b>HEVECAM</b>	: Hévéa du Cameroun
<b>IF</b>	: Inades-Formation
<b>NES</b>	: National Engagement Strategy
<b>NO</b>	: National Office
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>OP</b>	: Organisation Paysanne
<b>PHP</b>	: Plantations du Haut-Penja
<b>PLANAF-CAM</b>	: Plateforme Nationale de l'Agriculture Familiale du Cameroun
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PROCIVIS</b>	: Programme d'Appui à la Citoyenneté Active du Cameroun
<b>PROPAC</b>	: Plateforme des Organisations Paysannes de l'Afrique Centrale
<b>RACOPY</b>	: Réseau Recherche-Actions Concertées Pygmées
<b>SAADEV</b>	: Stimulation et Accompagnement des Alternatives de Développement au Service du Bien Commun
<b>SEITA</b>	: Société d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes
<b>TPSD</b>	: Territoire Produire Sans Détruire

**I**nades-Formation Cameroun a poursuivi avec détermination, dans sa quête d'une société juste, équitable et maitresse de son destin, sa mission malgré le contexte peu favorable.

Sur le plan opérationnel, les actions menées en faveur des différentes cibles se sont essentiellement articulées autour de trois projets de développement. Ces projets ont cadré avec les programmes structurants du réseau Inades-Formation, notamment la gouvernance inclusive, la micro finance communautaire et les systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale. Ils ont été mis en œuvre dans l'esprit de développement territorial avec une réelle implication de différentes parties prenantes et ont généré des changements importants au niveau des communautés.

Sur le plan institutionnel, l'équipe du Bureau National a reçu un important appui du Secrétariat Général qui s'inscrit dans le sillage d'une meilleure appropriation de la gestion par programme-projet en lien avec notre approche de travail, la stimulation et accompagnement des alternatives de développement au service du bien commun (SAADEV).

Pour faire face aux difficultés de financement, le Bureau National s'est particulièrement mobilisé dans la recherche des opportunités de financement à travers l'élaboration de nouveaux projets, les réponses aux appels à proposition et le partenariat stratégique.

Dans le cadre des plateformes et réseaux, Inades-Formation Cameroun a poursuivi ses actions dans la perspective d'améliorer son positionnement dans la défense des intérêts des communautés, notamment des couches défavorisées.

Sur le plan de la vie associative, l'Assemblée générale ordinaire en sa session d'avril 2021 a consacré l'élection d'un nouveau Conseil d'Administration. Au cours de ces assises, les réflexions ont été axées sur l'élargissement, le rajeunissement et la redynamisation du membership dans la perspective de constituer un vivier d'associés véritablement mus par l'action au service du bien commun, donc à même d'œuvrer pour la réalisation du projet de développement institutionnel d'Inades-Formation. L'année 2021 a été également sombre avec la disparition brutale de deux illustres membres. Nous saisissons cette occasion pour leur rendre un vibrant hommage pour leur militantisme de longue date au sein de notre association.

Inades-Formation Cameroun, par ma voix, exprime sa profonde gratitude à l'endroit des partenaires qui lui ont renouvelé sa confiance à travers leur soutien technique et financier. Ses remerciements vont également à l'endroit du Secrétariat Général d'Inades-Formation pour son accompagnement constant, les autorités locales, les partenaires terrain, sans oublier l'équipe opérationnelle pour son engagement au service du bien commun.



**Marthe WANDOU**

*Présidente du Conseil d'Administration  
d'Inades-Formation Cameroun*

**E**n 2021, trois principaux projets de stimulation et d'accompagnement des alternatives de développement ont été réalisés. Il s'agit du : (i) projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun, (ii) projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du bassin du Lac-Tchad, face aux impacts des actions de la Secte terroriste Boko-Haram dans la région, (iii) projet d'accompagnement du repositionnement des vivres de souveraineté dans une dynamique de développement territorial pour une alimentation suffisante, saine et durable des populations au Cameroun. Au-delà d'importants résultats obtenus dans les communautés accompagnées, plusieurs innovations ont été apportées par les différents projets menés, notamment :

- ❖ La prise en main et la responsabilisation des populations à prendre des initiatives pour faire face au phénomène d'accaparement des terres grandissant au sein des communautés
- ❖ L'intégration des aspects sécuritaires dans les plans de développement des villages,
- ❖ La mise en place des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) dans les communautés. Ces GVEC sont vus désormais comme un outil de développement qui permet non seulement de renforcer la culture de l'épargne financière au sein des communautés, mais surtout de soutenir la réalisation des activités génératrices de revenus.
- ❖ L'introduction des mets à base des vivres de souveraineté dans les restaurants de proximité

En dehors de la mise en œuvre de ces projets, des efforts ont été consentis dans la recherche des financements additionnels pour assurer la stabilité financière du Bureau.

Enfin, le BN a impulsé des réflexions en vue de la mise en place d'une Plateforme Nationale d'Agriculture Familiale au Cameroun (PLANAF-CAM) aux côtés d'autres organisations.

Plusieurs difficultés ont été observées dans le cadre de la mise en œuvre des différentes activités et ont été surmontées.

Le présent rapport présente la quintessence de l'ensemble des activités et réalisations du Bureau National pour l'exercice 2021.



## I. Projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets dits structurants au Cameroun

### 1. Contexte du projet

Les arrondissements de Batschenga et de Lokoundjé situés respectivement dans les régions du Centre et du Sud du pays sont marqués par une très forte concentration des projets dits structurants (Barrage hydro électrique de Nachtigal et développement des agro industries telles que HEVECAM et PHP). Ces projets ont été développés sur de vastes étendues de terres, très souvent au détriment des besoins fonciers des communautés riveraines, mettant ainsi en péril les moyens de subsistance des populations locales. Ces populations sont confrontées depuis de longues années à un rétrécissement continu de leur espace vital, au point où si rien n'est fait, les tensions intra et inter communautaires déjà perceptibles, pourront dégénérer en crise, voire en affrontements ouverts entre diverses composantes sociales des localités sus citées.

Fort de ce qui précède, Inades-Formation Cameroun, au vu de son expérience en matière d'accompagnement des populations rurales (50 ans au Service du Monde Rural), a été sollicité par les leaders des communautés impactées en vue d'un accompagnement, d'où le présent projet.

Le projet a effectivement été mis en œuvre dans neuf (09) villages sur les treize (13) initialement visés dont 03 villages de l'arrondissement de Lokoundjé, région du Sud et 06 villages de l'arrondissement de Batschenga localisés dans la région du Centre. Les populations cibles ont été les plus affectées par l'implantation des agro industries et des grands projets dits structurants. Les actions menées visaient à améliorer l'accès durable des bénéficiaires au foncier et aux produits agricoles. Le présent article fait l'économie de la réalisation de ce projet conduit par Inades-Formation Cameroun avec l'appui financier de KZE-MISEREOR.

### 2. Mise en œuvre et acquis du projet

La mise en œuvre effective du projet a été réalisée en six (06) principales phases : le démarrage, la sensibilisation et la formation des bénéficiaires sur les dispositions légales en matière foncière, l'organisation/structuration des bénéficiaires, l'appui aux actions de plaidoyer, l'appui à la conduite des activités agro pastorales et la capitalisation.

❖ La phase de démarrage a été consacrée à la mise en place des dispositions pratiques pour le lancement du projet, la conception et l'élaboration des modalités administratives de recrutement du personnel, la présentation du projet aux autorités administratives, la réalisation des rencontres avec des personnes ressources, la prise de contact avec les bénéficiaires et les principales parties prenantes, les études et les analyses exploratoires des situations foncières des sites ciblés ainsi que des besoins alimentaires des bénéficiaires. Ce travail a permis de mieux circonscrire les problématiques foncières présentées par les bénéficiaires, d'analyser les aspects légaux des cas présentés par les bénéficiaires et d'identifier les besoins des populations cibles en matière de connaissances sur la législation foncière nationale ainsi que la nature des produits et intrants agricoles requis pour la satisfaction des besoins alimentaires des riverains.

L'accompagnement des bénéficiaires a démarré par la conception et la production d'un guide sur les questions foncières. Ce guide a servi de base à la sensibilisation des populations impactées. Les thématiques de sensibilisation ont été retenues à partir des besoins identifiés des cibles. A l'issue de ces activités, environ 3644 bénéficiaires directs ont été touchés par les différentes actions de sensibilisation menées. Ces sessions de sensibilisation et de formation réalisées dans les zones d'intervention du projet ont conduit à une conscientisation des bénéficiaires sur les enjeux des questions foncières au Cameroun et dans leurs localités respectives. Les actions de sensibilisation réalisées ont également permis aux cibles des zones d'intervention du projet, de prendre des dispositions pour affronter le phénomène de l'accaparement des terres. Actuellement, des initiatives individuelles

sont entreprises dans la perspective de la sécurisation des terres au niveau local. Au terme de cette action sur le terrain, plus de 80% des populations ont attesté d'une amélioration de leurs connaissances en matière de législation foncière.

Les dynamiques de sensibilisation et de formation enclenchées ont facilité la structuration des bénéficiaires du projet en deux comités communautaires dont un comité par zone d'intervention. Ces comités ont eu la charge de s'approprier les enjeux des questions foncières et de représenter les communautés dans le cadre des actions de plaidoyer planifiées. Ces comités communautaires ont par conséquent été le creuset de la mobilisation des bénéficiaires dans chaque zone d'intervention du projet, ce d'autant plus qu'ils ont pris une part active au processus d'élaboration des cartes participatives géo-référencées de leurs villages respectifs. Au terme du travail réalisé, les 09 villages couverts par le projet disposent chacun d'une carte participative géo-référencée qui constitue désormais un outil d'aide à la prise de décision.

❖ Les actions de plaidoyer réalisées ont été menées en collaboration avec les comités communautaires mis en place et ceci, suivant les orientations d'un plan de communication communautaire élaboré de manière participative lors des ateliers stratégiques. Ces ateliers ont également servi de cadre à la formulation des argumentaires ainsi qu'à l'identification des cibles de plaidoyer. Ainsi, plusieurs actions de lobbying/plaidoyer ont été menées auprès des autorités administratives, des services compétents des domaines et du Cadastre, des responsables des agro industries (HEVECAM, ex-SEITA), des élites, des autorités traditionnelles ainsi que de certaines personnes-ressources clés.

Les problèmes fonciers évoqués ont été présentés aux instances plus larges, notamment les plateformes et réseaux tels que l'organisation internationale Green Peace, le Réseau National d'Actions sur les questions foncières NES (National Engagement Strategy) et la COLAT (Coalition des Organisations pour la Lutte

contre l'Accapement des Terres), ceci dans l'optique d'élargir la sphère du plaidoyer en faveur de la préservation d'un espace vital pour les communautés en milieu rural.

A l'issue des actions de plaidoyer, un document de désistement a été obtenu de l'agro-industrie de palmier à huile et d'Hévéa du Cameroun (HEVECAM) pour une superficie de 4453 ha, représentant 33,68% du total de terres accaparées, dans la région du Sud. Quant à la zone de Batschenga, un plaidoyer porté par les communautés et le comité communautaire local est encore en cours en vue de la rétrocession de 840 ha de terres aux populations riveraines de la défunte agro industrie «SEITA» de Batschenga.

❖ Par ailleurs, dans l'optique d'accompagner les cibles les plus affectées à accéder plus facilement aux denrées alimentaires et à améliorer leurs revenus, plusieurs actions ont été réalisées, notamment :

- les appuis à l'analyse participative des systèmes d'exploitation ;
- les appuis à la gestion rationnelle des terres ;
- les appuis à la production agro pastorale ;
- la mise en place des unités de démonstration et la diffusion des techniques améliorées de production agricole ;
- le suivi /accompagnement des exploitations ;
- les mises en contact des cibles avec d'autres partenaires au développement.

La réalisation de ces actions a permis d'accroître les capacités de production agricole des populations cibles d'en moyenne 4 tonnes par ménage pour le maïs, 2,25 tonnes par ménage pour le manioc et 275 régimes par producteur pour le bananier-plantain. Les produits des cibles sont par conséquent plus visibles et alimentent les marchés locaux.

En outre, cinq (05) groupes de producteurs ont obtenu un certificat d'exercice d'activités semencières délivré par la Direction de la Réglementation de la Certification et du Contrôle de Qualité du Ministère de l'Agriculture (DRCQ) pour la production des semences de maïs, de manioc et de bananier-plantain. Cette action a engendré l'émergence dans les zones du projet, des producteurs semenciers de ces spéculations. A ce jour, la production semencière se positionne





Une vue aérienne de la bananeraie d'un bénéficiaire dans l'arrondissement de Lokoundje, département de l'Océan

de plus en plus comme l'une des activités économiques les plus lucratives. Les unités de démonstration sont adoptées et diffusées dans toutes les zones d'intervention du projet.

### **3. Différentes parties prenantes et rôles dans la mise en œuvre du projet**

L'implémentation du projet a nécessité l'implication d'une ressource humaine diversifiée, notamment un personnel administratif du projet, un personnel terrain et les prestataires ponctuels.

#### **a) Le personnel administratif**

Administrativement, le projet a fonctionné avec un personnel permanent composé d'un coordonnateur national chargé de la coordination de toutes les activités, d'un chargé de suivi/évaluation de projet, d'un chef de projet chargé de coordonner et d'orienter les activités en lien avec les autres responsables du projet, d'un cadre chargé des questions juridiques, d'un cadre administratif et financier, d'un assistant administratif et d'un chauffeur.

#### **b) Le personnel terrain**

Le travail du personnel terrain a essentiellement été consacré au suivi quotidien des activités terrain. Pour ce faire, le projet a eu recours à deux animateurs relais endogènes à temps plein, dont un dans chaque zone d'intervention du projet.

#### **c) Les prestataires ponctuels**

Par souci d'efficacité pour l'atteinte des objectifs assignés au projet, un recours aux consultants expérimentés a été nécessaire, notamment pour l'accompagnement à la réalisation des unités de démonstration, des cartes géo-référencées dans les villages des zones interventions du projet, des travaux de topographie ainsi que des documents et supports audiovisuels.

### **4. Les changements induits auprès des bénéficiaires**

La mise en œuvre des actions du projet a permis à la fois aux populations et aux expropriés des deux zones d'intervention de prendre conscience de leur situation foncière. Elle les a également

édifiées sur la législation foncière et le bien fondé de s'organiser et se structurer pour la défense de leurs droits fonciers.

A la fin de l'intervention, chaque communauté dispose en son sein des leaders communautaires et des personnes ressources organisées en association/comité communautaire pour la défense de leurs droits, à l'instar de Nyong et Lokoundjé Survival dans la région du Sud et de l'association des chefs traditionnels de Batschenga, dans la région du Centre.

Les limites des terres des communautés riveraines sont connues et la situation foncière de chacune des zones est documentée, ce qui pourra faciliter les actions de plaidoyer et les démarches administratives pour la rétrocession définitive des terres aux populations cibles.

Les terres libérées dans la région du Sud ont aussitôt fait l'objet de mise en valeur par les populations les plus affectées, conduisant ainsi à une amélioration de la disponibilité en produits alimentaires essentiels pour le bien-être socio-économique des populations cibles du projet.

L'arbitrage du gouvernement à travers les autorités administratives a été requis et obtenu pour la conduite des opérations de

délimitation de l'espace vital restant des communautés et des terres de l'agro industrie «HEVECAM».

## 5. Leçons tirées

En guise de leçon, il est à retenir que:

- Le succès dans l'accompagnement des actions de plaidoyer des communautés est fonction du degré d'implication et d'engagement des bénéficiaires ;
- La réussite des actions de développement agropastoral avec les communautés nécessite un encadrement et un suivi de proximité des bénéficiaires.
- Une bonne organisation/formation des bénéficiaires peut conduire à la pérennisation des actions du projet, notamment en ce qui concerne le plaidoyer.

## 6. Perspectives

Au terme de la mise en oeuvre du présent projet, la longueur des procédures et la complexité de la problématique foncière au Cameroun, amènent à souligner la nécessité de formuler pour la suite, un projet exclusivement orienté sur la question du plaidoyer. En outre, il sera nécessaire de considérer les points ci-dessous :



*Témoignage d'un des bénéficiaires du projet  
M. Maurice Miloké,*

«Le projet nous a permis de mieux mener notre plaidoyer pour la rétrocession de nos terres et étant animateur rural de profession, j'ai particulièrement apprécié la

mise en oeuvre du projet dans notre localité, qui pour moi, a été un succès et les résultats obtenus ont été encourageants et palpables. A titre d'illustration, le manioc qui avait pratiquement disparu dans la zone, a connu un regain d'intérêt pour les communautés, grâce à l'appui et à l'encadrement d'Inades-Formation Cameroun, étant donné que les populations ne maîtrisaient pas les itinéraires techniques de production. Aujourd'hui on peut estimer à environ 80 hectares les superficies mises en place dans les villages Mbonguen, Dehane, Elogbatindi et Mbébé, à travers les appuis en intrants agricoles opérés dans le cadre de la mise en oeuvre du projet. »



- Le besoin de sécuriser l'espace vital des communautés impactées ;
- La nécessité de continuer à nouer des alliances et des partenariats stratégiques compte tenu de l'ampleur du phénomène au niveau national, voire régional ;
- L'intérêt de poursuivre l'accompagnement de l'intensification des activités agropastorales en vue de garantir l'autosatisfaction en besoins alimentaires et d'assurer une propriété foncière primaire aux populations impactées.

## II. Projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du Bassin du Lac Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram dans la région

### Introduction

La mise en œuvre du projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du Bassin du Lac Tchad, face aux impacts des actions de la secte terroriste Boko-Haram a duré trois (03) ans. Ce projet a eu la particularité d'être exécuté à la fois par les BN d'Inades-Formation du Cameroun et du Tchad. Le présent document est une récapitulation synthétique du déroulement de ce projet, avec un regard particulier sur les résultats atteints, les changements induits et les perspectives.

### 1. Rappel du contexte

Pendant des décennies, le Lac Tchad a été une importante ressource pour les pays membres du bassin du Lac Tchad parce qu'il ravitaillait tant en eau qu'en poisson. Mais, depuis plus d'une décennie, cette ressource en eau s'assèche d'année en année, entraînant ainsi une baisse des activités des populations riveraines. Cette situation s'explique entre autres par les effets du changement climatique et de la pression démographique. De plus, à partir de l'année 2014, la région du Bassin du Lac Tchad entre dans un état d'insécurité qui vient s'ajouter à la préoccupation autour de la ressource en eau.

Il s'agit des attaques perpétrées par la secte

terroriste Boko-Haram. Ces attaques criminelles sont enregistrées en grande partie le long des frontières Cameroun-Nigeria et Tchad-Nigéria. Elles ont accru la vulnérabilité des populations de la zone concernée, les plongeant ainsi dans un état de besoin permanent d'aide humanitaire.

De plus, du fait de la forte pression sur les moyens d'existence, la cohabitation des déplacés internes avec les populations hôtes est devenue difficile. Les jeunes quant à eux, ne pouvant plus exercer leurs activités commerciales à cause de la fermeture des frontières, sont devenus les cibles les plus vulnérables, car ils se font facilement enrôler dans ces groupes terroristes de la secte. C'est au vu de cette situation que les BN d'IF Cameroun et du Tchad, avec le soutien de KZE MISERIOR, ont entrepris ce projet commun visant à soutenir les communautés concernées par cette insécurité, notamment celles situées de part et d'autre du fleuve Logone, frontière naturelle entre les deux pays.

### 2. Objectifs

Ce projet avait pour objectif global de contribuer au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés vivant dans le bassin du lac Tchad, face à l'impact des actions de la secte Boko-Haram dans la région. De manière spécifique, il visait à soutenir les populations de (07) arrondissements/sous-préfectures du Cameroun et du Tchad, les plus exposés aux exactions de la secte Boko-Haram. A cet effet, le projet devait les amener à s'organiser pour prendre des dispositions collectives permettant d'assurer la sécurité de leurs territoires, la cohabitation pacifique et l'amélioration de leurs moyens d'existence.

### 3. Déroulement du projet

#### 3.1. Axes de travail et étapes de mise en œuvre du projet

La mise en œuvre de ce projet reposait sur quatre (04) principaux axes, à savoir :

- ❖ L'Entrepreneuriat-jeune qui consistait à accompagner les jeunes autour des activités génératrices de revenus ;



❖ La mobilisation des ressources financières endogènes à travers l'appui à la mise en place et à la gestion des « Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit » (GVEC) afin de soutenir les AGR ;

❖ L'appui aux Comités de Développement Cantonaux (CDC) avec un accent sur la prise en compte de l'aspect sécuritaire dans leurs plans de développement locaux ;

❖ La mise en place d'une plateforme de plaidoyer en vue de l'amélioration des échanges autour de la situation sécuritaire entre les parties prenantes.

Pendant les trois années de mise en œuvre de ce projet, les équipes des deux BN se sont attelées à la réalisation des actions et activités relatives à ces axes et aux objectifs visés. Pour être plus concret, du côté du Cameroun, les actions menées ont suivi chronologiquement les étapes suivantes :

❖ Après les visites de prise de contact et d'information/sensibilisation des autorités et de quelques leaders locaux sur l'avènement du projet, l'équipe opérationnelle d'Inades-Formation a démarré ses interventions par l'étape du lancement officiel du projet dans les trois (03) arrondissements, à savoir Mora, Kousséri et Logone-Birni. Ces cérémonies étaient présidées par les Sous-préfets, et regroupaient plusieurs autorités administratives et traditionnelles, ainsi que les responsables des forces de l'ordre et de sécurité.

❖ Une fois le projet lancé officiellement, l'on est passé à la phase d'identification des groupes existants et d'actualisation du fichier des groupes de jeunes de la zone du projet. Cette étape a permis de constater que certains groupes étaient fictifs. Il s'en est suivi un travail de renforcement organisationnel et structurel des groupes de jeunes, puis le lancement de l'initiative « entrepreneuriat-jeune » au sein des groupes organisés.

❖ La troisième étape a consisté à apporter des appuis en matériels et équipements de démarrage des activités des jeunes. C'est ainsi que des motopompes, de l'engrais et d'autres petits matériels ont été mis à la disposition

des jeunes maraîchers, alors que des filets de pêche et des pirogues ont été remis aux jeunes pêcheurs. C'est également au cours de cette étape que le lancement de l'initiative «Groupement villageois d'épargne et crédit» a eu lieu, ainsi que les formations sur les procédures des systèmes d'épargne et de crédit ;

❖ La quatrième étape a été le renforcement des capacités des jeunes en techniques de production maraichère et halieutique. Ces formations se sont déroulées de manière répétitive durant les deux premières années du projet. Elles ont ainsi permis aux bénéficiaires de s'approprier les techniques culturelles et les techniques améliorées de pêche fluviale ;

❖ La cinquième étape qui n'est pas totalement détachée des autres consistait à renforcer les capacités des comités de développement cantonaux et des comités de vigilance/veille afin qu'ils jouent pleinement et convenablement leurs rôles. C'est par exemple le cas des appuis aux comités de développement des cantons pour l'actualisation de leurs plans de développement en veillant à y intégrer les aspects liés à la sécurité et la cohésion sociale ;

❖ Les autres activités ne constituaient pas des étapes à part entière, car elles ont été menées de manière transversale à partir de la deuxième année du projet. Elles étaient beaucoup plus orientées vers le plaidoyer pour une meilleure gestion de la sécurité. C'est ainsi qu'il a été réalisé des ateliers d'échanges et de réflexions entre les acteurs sur la paix et sécurité, des activités de facilitation de l'organisation des espaces de dialogues communautaires et d'actions directes de lobbying et plaidoyer sur les thématiques relatives à la sécurité et la cohabitation pacifique.

Il convient de noter que lors de la mise en œuvre de ce projet, plusieurs autres actions et activités ont été réalisées, sans que cela rentre dans une étape quelconque. Certaines activités ont été parfois élaborées de manière spontanée, en réponse à des situations inattendues qui menacent la bonne marche du projet.

### 3.2. Différentes parties prenantes et leurs rôles

Plusieurs acteurs ont été impliqués dans la mise en œuvre de ce projet. Et chacun des acteurs avait un important rôle à jouer. Les premiers sont les jeunes qui sont les bénéficiaires directs du projet. Il s'agit des jeunes des arrondissements de Kousseri et de Logone-Birni dans le département du Logone et Chari, et ceux de l'arrondissement de Mora dans le département du Mayo-Sava. Ces jeunes étaient au centre de l'action, car ils étaient appelés à réaliser les AGR retenues afin de garantir des revenus annuels et d'être moins vulnérables face aux promesses de la secte Boko-Haram.

Les autres parties prenantes sont les autorités administratives locales et traditionnelles qui ont fortement contribué à la réussite du projet à travers la facilitation de certaines actions et activités à l'instar des appuis à l'établissement des pièces officielles à certains déplacés internes (CNI) et à leurs enfants (actes de naissance). Il y avait également les forces de défense et sécurité qui, en collaboration avec les populations par le biais des comités de développement cantonaux et des comités de vigilance, intervenaient promptement pour anéantir certaines impulsions de la secte Boko-Haram. Les autres intervenants dans la zone du projet ont également collaboré à travers des rencontres d'échanges. L'équipe opérationnelle d'Inades-Formation Cameroun était en quelque sorte le maître d'orchestre sur le terrain. Le partenaire technique et financier a été celui grâce à qui ce projet a été exécuté.

## 4. Résultats et changements

### 4.1. Résultats obtenus

De manière globale, les résultats obtenus sur ce projet sont pour la plupart très encourageants. Le volet « Entrepreneuriat-jeune » a été l'axe moteur de ce projet, dans la mesure où il visait particulièrement à stabiliser les jeunes qui sont les cibles privilégiées de la secte Boko-Haram, autour des activités génératrices de revenus.

En termes de nombre de groupes et d'effectif des jeunes, le projet a pu accompagner 291 jeunes organisés au sein de 15 groupes,

contre 250 jeunes initialement prévus. Ces jeunes sont répartis de la manière suivante : 171 dans l'arrondissement de Mora, 75 dans l'arrondissement de Kousseri pour l'activité de maraîchage et 45 jeunes dans l'arrondissement de Logone-Birni pour l'activité de pêche.

Sur le plan économique, malgré quelques difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits, l'accompagnement des jeunes autour de l'entrepreneuriat dans le cadre de ce projet aura permis d'engranger de manière cumulative, la rondelette somme de 15 937 950 F CFA répartis de la manière suivante : 4 313 000 FCFA en 2018, 3 650 000 FCFA en 2019 et 7 974 950 FCFA en 2020.

En ce qui concerne l'axe « mobilisation des ressources au sein des Groupements Villageois d'Épargne et de Crédit », il est à signaler que 18 GVEC prévus par le projet ont été mis en place et ont démarré leurs activités dès 2019. Arrivés en fin de leurs premiers cycles, ces GVEC avaient totalisé une épargne globale de 8 277 250F CFA et distribué 3 363 500F CFA de crédit à leurs membres. L'effectif global des membres était de 414 dont 152 femmes (37%). En fin 2020, les 18 GVEC avaient atteint un cumul d'épargne de 20 693 125 F CFA après deux cycles d'activité. Plus de 70% des membres ont bénéficié des microcrédits pour la réalisation de leurs activités productives selon la répartition suivante : 49% pour l'agriculture, 18% pour l'élevage et 27% pour le commerce. Les besoins sociaux représentent 6% des crédits octroyés.

Pour ce qui est de l'axe « appui aux comités de développement cantonaux » pour le renforcement de la sécurité, chacun de ces comités (cantons Limani et de Warba) fonctionnent désormais avec un plan d'action qui prend en compte l'aspect sécuritaire. De même, les comités de vigilance de ces deux (02) cantons ont été renforcés, ce qui leur permet de communiquer les informations désormais en temps opportun aux autorités traditionnelles et administratives en vue d'une prompt réaction face aux incursions de l'ennemi. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, des kamikazes ont été neutralisés par les forces de défense grâce aux informations fournies en temps opportun par les comités de vigilance.





*Opération de collecte de l'épargne, GVEC SIYASSA*





à WARBA-Mora, département du Mayo Sava

Quant à l'axe « plaidoyer », cent vingt-neuf (129) « sans-papiers de circonstance » ont pu se faire établir des cartes nationales d'identité (CNI). De même, grâce à la collaboration des différents services publics impliqués dans la procédure d'établissement des actes de naissance (la mairie, l'hôpital et le tribunal), 214 jeunes ont pu bénéficier chacun d'un acte de naissance, ce qui a permis à leurs parents de les inscrire à l'école.

#### 4.2. Changements induits

La mise en œuvre du projet a permis d'organiser les jeunes autour des activités génératrices de revenus, notamment le maraîchage et la pêche, ce qui leur a permis d'acquérir quelques moyens de subsistance et d'améliorer leurs conditions de vie. De même, les groupements villageois d'épargne et de crédit mis en place ont permis de soutenir financièrement les activités de ces jeunes entrepreneurs ruraux et ont développé en eux la culture de l'épargne financière. Ces revenus générés par les activités de maraîchage et de pêche sont à chaque fois répartis entre les membres des groupes après prélèvement du montant destiné à la campagne suivante. L'argent perçu par chaque membre est utilisé pour divers besoins individuels et familiaux tels que la couverture alimentaire annuelle, la reconstruction



des habitats, la scolarité des enfants, etc. Le reste ou reliquat est réinjecté dans les GVEC sous forme d'épargne financière. Ces changements induits sur le plan économique les ont rendus de moins en moins vulnérables à l'enrôlement dans les rangs des terroristes.

Par ailleurs, on note que ces effets positifs des actions du projet ont l'effet tache d'huile dans les villages. En effet, l'accompagnement technique et les différents appuis matériels en équipements de production (forages d'irrigation agricole et motopompes) ont renforcé la solidarité au sein des communautés, car les populations environnantes bénéficient également de l'eau des forages pour leur consommation domestique. De même, les producteurs non-membres des groupes accompagnés qui ont des champs voisins aux forages profitent de la disponibilité permanente de l'eau pour réaliser leurs activités agricoles.

Quant à l'aspect sécuritaire, le renforcement de la collaboration entre les forces de défense, les autorités administratives et les populations constitue désormais un atout indéniable. Les dispositifs d'information rapide mis en place au niveau des comités de vigilance ont permis de déjouer plusieurs actions des kamikazes. De ce fait, la vie a globalement repris son cours dans les villages.

Enfin, les actions de plaidoyer en faveur des « sans papiers de circonstance » ont permis non seulement de faire baisser les tracasseries dans les postes et barrières de contrôles, mais l'établissement des CNI et surtout des actes de naissance aux enfants des déplacés internes. A titre d'exemple, dans une école du canton de Limani où lors des enquêtes préliminaires, un seul enfant sur soixante-neuf (1/69) disposait d'un acte de naissance, le projet a redonné le sourire aux parents, car la quasi-totalité des enfants de cette école disposent désormais d'un acte de naissance chacun et certains ont pu déposer les dossiers d'entrée en classe de sixième et pour le certificat d'études primaires (CEP).

## 5. Difficultés rencontrées et leçons/enseignements

### 5.1. Difficultés rencontrées

Comme toute action ne peut se réaliser sans difficulté, la mise en œuvre de ce projet était entachée de quelques difficultés, dont les principales se résument en ce qui suit :

- ❖ L'absence de marchés pour les produits due à la crise sanitaire. En effet, avec l'avènement de la pandémie du Coronavirus, les frontières ont été fermées, ce qui ne permettait pas aux acheteurs gabonais de venir s'approvisionner en oignons au Cameroun. C'est ainsi que les producteurs d'oignon ont tourné pratiquement à perte ;
- ❖ Les pluies diluviennes qui ont causé de graves inondations, détruisant sur leurs passages les pépinières d'oignon et de gombo, ainsi que certaines parcelles exploitées à proximité des zones inondables. En plus, la prolongation des pluies en 2019 a eu une influence négative sur la production des vivres et en l'occurrence sur les cultures maraîchères de fin de saison des pluies. Il en est de même de l'arrêt très brusque des pluies en 2020.
- ❖ Les pêcheurs camerounais ont souvent été menacés par les forces de défense tchadiennes relatives à leur activité sur le fleuve Logone (prélèvements des taxes non autorisées, parfois confiscation du matériel, etc.).

### 5.2. Leçons tirées/enseignements

Les enseignements qui ont été tirés de la mise en œuvre de ce projet sont issus des difficultés rencontrées par l'équipe opérationnelle d'Inades-Formation. Le premier enseignement est celui relatif à la décision du préfet du département du Logone et Chari qui a instauré l'obtention préalable d'une « Autorisation spéciale à exercer », par les ONG intervenant dans son territoire de commandement. Ainsi, il a été retenu que pour une meilleure intervention dans une localité donnée, il est important de s'arrimer aux dispositifs mis en place par les autorités locales, car l'absence de ce document constitue une entrave à la mise en œuvre du projet sur le terrain. Les autres enseignements sont entre autres les suivants :

❖ Avant d'établir les fichiers des organisations paysannes (OP) à accompagner, il est important de tenir compte de l'existence de plusieurs fichiers de groupements paysans détenus par différents services et de faire systématiquement des rapprochements de synthèse, tout en évitant de se faire influencer par une quelconque autorité de la place afin de ne pas tomber dans des biais compromettants.

❖ L'apparition brusque d'une crise sociale peut influencer fortement la mise en œuvre des activités d'un projet. C'est le cas de la chute drastique du prix de vente de l'oignon causée par la fermeture des frontières liée à la crise sanitaire de la pandémie du Coronavirus. Cette fermeture des frontières a empêché les acheteurs grossistes d'oignon gabonais de venir s'approvisionner au Cameroun, et ces producteurs ont enregistré de grosses pertes.

## 6. Perspectives

A l'issue de la mise en œuvre du projet, le niveau d'atteinte des objectifs est globalement satisfaisant tant du côté des bénéficiaires directs que des communautés et d'Inades-Formation. En effets, les résultats obtenus et les changements évoqués ci-haut en sont des illustrations indéniables. Toutefois, il est à noter que certains aspects nécessitent encore un suivi-accompagnement afin d'assurer une transition réussie entre la logique de l'assistanat dans laquelle vivent encore certaines populations de ces zones, vers une logique d'autopromotion visée par Inades-Formation. Autrement dit, certains défis restent à relever au cours d'une intervention future, dont les principaux défis sont ci-dessous décrits :

❖ La cohabitation pacifique et/ou la cohésion sociale reste un pan sur lequel les actions doivent être entreprises, surtout au moment où l'on relève de nouveaux conflits intercommunautaires avec d'importants dégâts matériels et humains dans certaines localités du département du Logone et Chari. Des actions doivent être menées dans le sens du maintien de la paix et la sécurité. De même, vu le retour par endroits des attaques de la secte Boko-Haram, la structuration des comités de vigilance nécessite d'être renforcée,

ainsi que la conduite des opérations concertées avec les forces de maintien de l'ordre ;

❖ La crise sanitaire à coronavirus (COVID 19) a montré qu'il est important de renforcer l'accompagnement des comités de développement à mener des actions de ripostes adéquates aux crises (crises sécuritaires ou sanitaires, catastrophes naturelles, etc.), afin de mieux soutenir les populations vulnérables ;

❖ L'initiative entrepreneuriale a suscité une forte adhésion et a été très appréciée des bénéficiaires vivant dans les communautés réceptives. De nombreuses demandes d'accompagnement sont formulées à l'endroit d'Inades-Formation Cameroun. Ainsi, un travail d'accompagnement des jeunes et des femmes sur le développement personnel, le leadership entrepreneurial et la diversification des activités génératrices de revenus demeure un axe prioritaire d'actions ;

❖ Le groupement villageois d'épargne et de crédit (GVEC) est désormais vu comme un véritable outil de développement qui permet non seulement de renforcer la culture de l'épargne financière au sein des communautés, mais surtout de soutenir la réalisation des activités génératrices de revenus. Les appuis relatifs à l'amélioration de l'éducation financière de la population restent encore immenses dans la zone d'intervention eu égard aux multiples sollicitations des communautés ;

❖ Les actions de plaidoyer ont certes permis d'obtenir quelques résultats palpables tels que la diminution des tracasseries policières dans les barrières de contrôle et l'établissement des pièces officielles, mais certains objectifs liés à ces actions n'ont pas été suffisamment atteints du fait que certaines thématiques y relatives exigent du temps. C'est pourquoi, la poursuite de ces actions de plaidoyer auprès des décideurs, notamment les autorités administratives et traditionnelles, reste indispensable afin que ces actions puissent produire les effets et changements attendus.



### III. Support project for the repositioning of sovereignty food in a dynamics of territorial development, for sufficient, healthy and sustainable food for the populations in Cameroon

The support project for the repositioning of sovereignty food in a dynamics of territorial development, for sufficient, healthy and sustainable food for the populations of Cameroon is carried out in six councils of the Far North, Center and West regions. The populations of these areas have agriculture and livestock farming as their main economic activities. Issues of common interest, such as those related to food, are not sufficiently brought into the public arena, so as to gather diverging and contradictory opinions from the various stakeholders. Challenges related to the healthy and sustainable diet for the population requires special attention. Through this three-year project which began in 2020, it is a question of contributing to the concretization in Cameroon, of the right of the populations to sufficient, healthy and sustainable food, through the active monitoring of the respect of obligations of the State in this area, paying particular attention to the rights of the most vulnerable individuals and groups.

The direct beneficiaries of the project are estimated at approximately 8,000 people (4,800 men and 3,200 women) made up of grassroots producers, sellers, local traders and traders in large cities, small restaurants in the chief towns of the councils concerned, processors of sovereignty food and consumers, and other community members concerned with food issues and family farming.

The overall objective of this project is to contribute to the development of a prosperous and influential rural and urban society in which men and women can live a dignified life and enjoy healthy and sufficient food that is produced in a sustainable way, a society in search of progress for all.

The activities carried out within the framework of the said project are based on four main specific objectives:

1. Promote the collective adoption of sustainable agricultural systems chosen by the populations of the project intervention areas and build their capacities in terms of food sovereignty and climate resilience;
2. Support the development of socio-economic initiatives based on by-products and dishes



*Training on the choice of good breeders*





*Meal based on local chicken*

made from local products, for the benefit of the populations of the project intervention areas;

3. Contribute, through the «AlimenTERRE Awareness Campaign», to the realization in Cameroon of the right of populations to sufficient, healthy and sustainable food through increased food citizenship and active monitoring of compliance with State obligations in this area, paying particular attention to the rights of the most vulnerable individuals and groups;

4. Strengthen the institutional capacities of Inades-Formation Cameroon in terms of contributing to a society at the service of the common good, through its transformation into a social movement its current thought process. During the year 2021, important results were recorded; some of them are presented by objective below:

**Regarding the first objective:**

- Two (02) local organic inputs (bio-pesticides and bio-fertilizer) are documented following experimental trials carried out by Research;
- Five (05) local innovators produced and popularized bio-pesticides based on neem, chilli, garlic and onion and bio-fertilizer based on moringa leaves;
- 36.80% of producers supported in techniques for the manufacture and use of bio-pesticides and bio-fertilizers and their neighbours attest to their effectiveness on their farms, i.e. 1,214 farmers out of 3,299
- Two (02) village spaces consensually reforested with multi-utility species exist in Mandaïgoum

and Danba in the district of Guidiguiss  
- Seven (07) models in terms of good field practices and territorial governance systems, in the face of climate change are documented (practice of agroforestry with trees with a fertilizing effect and serving as fodder for animals, use of organic manure in fields, use of bio-pesticides and bio-fertilizers produced locally, establishment of grass strips, construction of bunds, production of compost and construction of stone barriers).

❖ Two (02) experiences of inclusive local governance allowing the resilience of populations in the face of climate change are promoted in Guidiguiss and Kaélé (delimitation of grazing areas and reforestation of community spaces);

❖ Three (03) “Producing Without Destroying Territories -TPSD” committees are set up by the community and are functioning (Guidiguiss: 02



*Production of bioinsecticide*

and Moutourwa: 01);

- Organized farmers are involved in the distribution of seeds to local producers at the community level;
- One (01) new promising initiative on local chicken entrepreneurship exists in the locality of Bangourain.

**Related to the second objective:**

- ❖ Five (05) processing units for millet, corn and other cereals exist in the project area
- ❖ Three (03) new market sheds integrating the purchase and sale of products derived from sovereignty food exist in the large markets of

Moutourwa, Guidiguis and Kaélé (cereal flour and peanut paste);

❖ 03 large commercial spaces (areas specially reserved for the sale of local chicken and its by-products) exist in the markets of Koupa Matapit, Fouban 1 and Fouban 2.

❖ Twenty-six (26) local restaurants are supported and function well in the project areas

❖ Four (04) new dishes based on sovereign food exist in the menus of accompanied local restaurants (millet couscous with okra sauce with cowpea and millet couscous with baobab leaf sauce); Millet couscous with peanut "Tasba" or "kelinkelin" sauce, "Nkati-Nkati" (local chicken in red oil)

❖ The average daily revenue of local restaurants increased from 21,700 CFA francs in 2020 to 25,500 CFA francs in 2021, an increase of 17.5%;

❖ 45% of the beneficiaries supported have improved their financial capacities, and better manage their income from local chicken and its derivatives through savings and credit.

❖ 93% of Sovereign Food producers who are members of Savings and Credit Groups are satisfied with financial services, in terms of securing savings and access to credit;

**Related to the third objective:**

❖ Two platforms mobilized on agro-ecology and trade in family farming products exist;

❖ The national family farming platform (PLANAF-CAM) set up, mobilizes to date at least 05 farmers umbrella organizations with national coverage totalling within them at least 300 farmers organizations.

❖ The main frame work for the monitoring and evaluation system were set up during a restricted meeting, highlighting the information to be capitalized on, the methods to be used, the people involved, the responsibilities and the periods.

❖ Inades-Formation Cameroon has positioned itself in the PLANAF-CAM platform as Technical Secretary and leader in the promotion of sovereignty food and "Territories to produce without destroying".



The new executive of PLANAF-CAM



With regard to the fourth objective relating to institutional strengthening in order to improve the implementation of the project, the following results were obtained:

- ❖ Thematic reflection groups around the notion of the Common Good have been set up within the Association of Inades-Formation Cameroon;

- ❖ A pool for sharing learning on land has been set up within the national office(NO);

- ❖ Exchanges by videoconference on the evolution of experimental trials relating to the performance of organic inputs and on other products-services supported within the framework of the project;

- ❖ An internal organizational mechanism for the production each year of technical and financial reports as well as those intended for financial partners exists;

- ❖ The NO produced an article intended for the periodical «The newsletter of Inades-Formation» entitled: «IFC is committed to the partnership with the decentralized territorial communities to promote food of sovereignty».

Despite the results obtained, the following difficulties were encountered during the implementation of the project:

- ❖ The rains which stopped unexpectedly in the Far North of the country, while producers believed that they would continue until November like last year;

- ❖ The Coronavirus pandemic has negatively influenced the implementation of project activities;

- ❖ Disruptions of the telephone networks which make it difficult to make appointments with the communities;

- ❖ The overloaded schedule of farmers during the period of farming activities which leads

to delays or postponements of meetings;

- ❖ Insufficient means to finance material support and accompanying activities;

In 2022, it is planned to:

- ❖ Invest more in the financial, micro-economic and social education component, with a view to improving the financial capacities of the beneficiaries, who will be able to better manage their income from local chicken and its derivatives through savings and credit;

- ❖ Promote good production practices linked to the habitat in order to distinguish between accompanied and unaccompanied producers in the locality of Fouban

- ❖ Work for the launch of the Conscience AlimenTerre campaign;

- ❖ Operationalize SAADEV and Territorial Development;

- ❖ Contribute in the implementation of the thought stream of IF at the service of the common good through the sensitization of the various stakeholders for a massive participation.



*Demarcation of the space for selling local chicken in Koupa Matapit market by Fouban Municipality and Inades-Formation team*

Dans le cadre du partenariat stratégique, Inades-Formation Cameroun a apporté son appui à plusieurs projets et programmes. Certaines de ces interventions débutées antérieurement se sont poursuivies en 2021. Les réalisations effectuées sont consignées dans le tableau ci-après :

Commanditaire	Nature de la prestation
RACOPY-GBABANDI	Renforcement de la reconnaissance légale des institutions traditionnelles et de la représentation des peuples autochtones de forêt au Cameroun
PROCIVIS	Renforcement de l'accès des populations à des services améliorés d'état civil dans la région du Nord-Ouest
PNUD/GEF	Amélioration de la situation socio-économique des jeunes et des femmes à travers le développement de l'entrepreneuriat autour des AGR avec prise en compte de la protection de l'environnement dans la commune de Bogo

S'agissant des plateformes et fora, les actions d'Inades-Formation ont été remarquables au sein de certains réseaux et initiatives à l'instar de :

- ❖ Le Réseau Recherche Actions Concertées Pygmées (RACOPY) dont il assure la coordination ;
- ❖ La Coalition des Organisations pour la Lutte contre l'Accaparement de Terre (COLAT) ;
- ❖ La Stratégie Nationale d'Engagement sur le Foncier (NES) ;
- ❖ Le Forum des acteurs de Développement Rural (FADER)
- ❖ La plateforme des organisations paysannes de l'Afrique Centrale (PROPAC).



Photo de famille atelier de retour d'expériences du projet conjoint RACOPY-GBABANDI



In 2021, Inades-Formation Cameroon emphasized on the regular animation of associative life.

At the international level, the President of the Board of Directors participated in the various meetings and reflections of the International Board of Directors, whose discussions focused, among other things, on topics for reflection at the International General Assembly to be held in Abidjan in 2022.

At the national level, several of the following highlights were recorded:

- The two ordinary annual sessions of the Board of Directors were held at the National Directorate in Yaounde during the months of April and November. The first session looked at the results of the activities for the 2020 financial year and the projections for the year 2022. The November session focused on the examination of the budget forecasts for the 2022 financial year.

- The antenna councils and the meetings of the colleges of associates were held simultaneously in Yaounde, Maroua and Bafoussam in March

2021. It was a question of preparing reflections to be carried out at the ordinary general meeting of Inades-Formation Cameroon of the same year.

- The General Assembly of the national association of Inades-Formation Cameroon was organized in April 16 and 17, 2021 at the Benedictine Monastery of Mont-Febe. This was an opportunity for associate members to reflect on two main themes selected for this purpose, in particular: the definition of membership criteria for future associate members and the establishment and animation of thematic groups within the association. Reflections were also carried out with the aim of giving new impetus to the socialization of membership.

- The association has also experienced sad times with the loss during the year 2021 of two of its illustrious members, the late Honourable NGABA ZOGO Salomé associate of Yaounde and Mr. HAROUN ADOUM, associate of Maroua. During these unfortunate events, the associate members showed their outpouring of solidarity with the bereaved families.



*Tributes to the departed associate members NGABA ZOGO Salomé and HAROUN ADOUM*

## 1. Les ressources humaines

L'équipe d'Inades-Formation Cameroun, pour l'exercice 2021, a été la suivante :

N°	NOM ET PRENOMS	LIEU D'AFFECTATION	FONCTION
1	LEKEULEM Alain	Yaoundé	Directeur National
2	KAANE Jeanne Ginette	Yaoundé	Chef de Service Administratif et Financier
3	MBEZELE FOU DA Elisabeth épouse MBALLA ATANGANA	Yaoundé	Cadre chargé de projet
4	MEIGNO BOKAGNE Raphaël	Yaoundé	Cadre chargé de projet
5	NDJONGO Charlotte Hortense	Yaoundé	Assistante de Direction
6	MESSI Justin Patrick	Yaoundé	Chauffeur
7	ELLA Jérôme Dimitri	Yaoundé	Agent d'entretien
8	DAKGNA Abel	Maroua	Délégué d'Antenne
9	MANGANA François	Maroua	Chauffeur
10	AHIDJO WARAM	Maroua	Gardien de nuit
11	SAMA Emmanuel KHAN	Bamenda	Délégué d'Antenne
12	SANGO AGHO Claude	Bamenda	Chef de projet
13	SINDJUI Thérèse Philomène	Bamenda	Agent de formation
14	NIBA Paul	Bamenda	Chauffeur
15	FONGANG Harry TIFANG	Bamenda	Gardien du jour
16	ALIU Nanaye	Bamenda	Gardien de nuit

N°	Désignation	Nombre
1	Terrains d'exploitation	03
2	Terrains d'habitation	02
3	Matériel de transport	09
4	Constructions d'exploitation	03
5	Constructions de logement	02
6	Matériel et mobilier de bureau	Indéfini
7	Rétroprojecteurs	04
8	Onduleurs	08
9	Micro-ordinateurs	18
10	Imprimantes	16
11	Photocopieurs	03



**E**n 2021, le Bureau National s'est déployé, comme par le passé, dans la mise en œuvre des projets d'accompagnement dans les différentes zones d'intervention. Il s'est également investi dans la réalisation des activités transversales.

Globalement, le niveau de réalisation et les résultats obtenus sont tout de même encourageants. Le projet d'appui au renforcement de la résilience et la cohabitation pacifique des communautés du bassin du Lac-Tchad a permis entre autres l'augmentation du pouvoir d'achat des jeunes, le renforcement des dispositifs sécuritaires, la mobilisation endogène des ressources financières par les bénéficiaires pour soutenir leurs activités, l'instauration des cadres de dialogue au niveaux communautaires. Le projet de lutte contre l'insécurité foncière rurale pour la satisfaction des besoins alimentaires des populations autour des agro industries et des zones d'implantation des projets structurants a permis aux communautés accompagnées d'accéder à de nouvelles superficies de terres et d'améliorer leur niveau de vie, une plus grande disponibilité des produits alimentaires et un accroissement de leurs revenus. Les résultats obtenus sur le projet de repositionnement des vivres de souveraineté, rendu à sa deuxième année d'exécution sont également prometteurs. En effet, les essais expérimentaux réalisés en collaboration avec la recherche pour étudier la performance de certains intrants biologiques ont donné des résultats intéressants. S'agissant de l'axe plaidoyer, les campagnes de sensibilisation et la mobilisation des acteurs de l'Agriculture Familiale ont abouti à la mise en place d'une plateforme nationale de plaidoyer.

Plusieurs expertises ont été capitalisées par les équipes opérationnelles de mise en œuvre de ces projets, notamment les aspects relatifs à la cohésion sociale dans des zones de crise et le plaidoyer autour des questions foncières.

En perspective, tout en préservant les acquis des projets et des partenariats existants, les principales priorités porteront essentiellement sur l'élaboration de nouveaux projets afin de permettre à l'institution de poursuivre de manière sereine sa mission.

## Liste des membres Associés

N°	Noms et Prénoms
1.	ABAT ANGONG Conrad
2.	AÏSSATOU
3.	AHANDA Castor
4.	APANE Marcellin
5.	BALKISSOU MOUSSA
6.	BEPME Joseph
7.	BETE Marie Louise
8.	BOUBA LOUMNALA
9.	DAKGNA Abel
10.	DJAOWE Joseph
11.	ENOTARH William
12.	ETONO NGAH Apollinaire
13.	FONDJO Laurent
14.	HAROUN Adoum
15.	KAMAYOU Georges
16.	KAMSU TCHUEMBOU Claude
17.	KHAN Emmanuel SAMA
18.	KITIO Guy Edouard
19.	LEKEULEM Alain
20.	MOUMBAGNA Mama
21.	MBEZELE FOU DA Elisabeth
22.	MEIGNO BOKAGNE Raphaël
23.	NDEH Emmanuel ESICHIWUH
24.	NEMENGO MEZING Jean Moselly
25.	NGABA ZOGO Salomé
26.	NJIKAM Salifou
27.	NKODO ATANGANA Maurice
28.	SEMA DJOUMBI Lazare
29.	SIDIKI DJIBRILLA Gisèle Fatima
30.	TCHIAPPI KAMENI Sébastien
31.	TCHUENGUEM FOHOUE Fernand Nestor
32.	WASSOUO Jean
33.	WANDOU Marthe
34.	ZIEBA Justin
35.	ZOGNING Joseph

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Présidente :**  
WANDOU Marthe

**Vice-président :**  
TCHUENGUEM FOHOUE  
Fernand Nestor

**Secrétaire/Trésorier :**  
TCHIAPPI KAMENI Sébastien

**Membres :**

- KAMSU TCHUEMBOU Claude
- KAMAYOU Georges
- KITIO Guy Edouard
- BALKISSOU MOUSSA

### BUREAU NATIONAL

**Directeur National**  
LEKEULEM Alain

**Antenne de Maroua**  
Délégué : DAKGNA Abel

**Antenne de Bamenda**  
Délégué : KHAN SAMA Emmanuel

**Chef de Service Administratif  
et Financier**  
KAANE Jeanne Ginette







**Inades-Formation Cameroun**  
*Servir le bien commun*

**Direction Nationale B.P : 11 Yaoundé**

Tél.: (+237) 695 81 53 76

Email : [inadesformation.cameroun@inadesfo.net](mailto:inadesformation.cameroun@inadesfo.net)

Site web: [www.inadesformation.net](http://www.inadesformation.net)

**Antenne de Maroua B.P : 167 Maroua**

Tél.: (+237) 222 29 13 82 / Fax : (+237) 222 29 30 24

Email : [inadesmra@yahoo.fr](mailto:inadesmra@yahoo.fr)

**Antenne de Bamenda B.P : 256 Bamenda**

Tél.: (+237) 223 36 11 80 / FAX : (+237T) 233 36 15 17

Email : [inadesforbda@yahoo.fr](mailto:inadesforbda@yahoo.fr)